

Synthèse

Les collectivités territoriales sont confrontées aujourd'hui à une situation dans laquelle leurs marges de manœuvre sont limitées. Les pressions qui s'exercent sur leurs dépenses et les menaces portant sur leurs recettes compriment les investissements qu'elles peuvent conduire pour le développement de leur territoire.

Dans ce contexte, les Entreprises publiques locales peuvent constituer un recours pour les collectivités. Au-delà des qualités intrinsèques au modèle, le fonctionnement de ces structures est de nature à rassurer les banques qui souhaitent investir et accompagner des projets locaux, quand bien même des garanties seraient nécessaires. Elles peuvent mobiliser rapidement leurs fonds propres et ne pas faire porter la charge du financement des projets uniquement aux banques. Elles peuvent ensuite se prémunir d'un soutien financier et politique des collectivités qui en sont actionnaires. Elles peuvent enfin assurer aux banques une plus grande réactivité dans l'action, et davantage de performance dans les résultats et de transparence dans la gestion des projets.

Sommaire

1	Introduction	3
2	Régulariser les emprunts au moyen d'une réglementation évolutive	6
3	Favoriser le financement de l'investissement grâce à la sécurité offerte par les Epl	8
4	L'enjeu de la valorisation des projets auprès des banques	10
	Annexes	12

Introduction

1

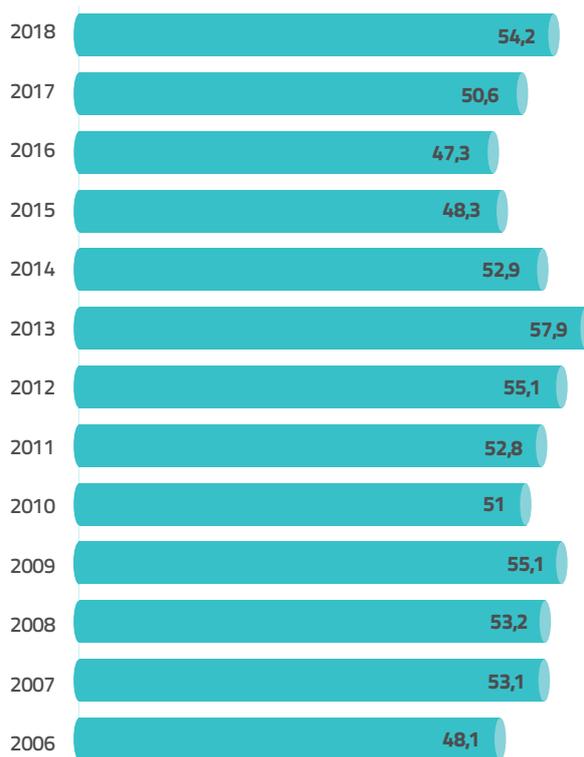
Les collectivités locales investissent moins qu'au cours de la mandature précédente

L'environnement économique et politique des collectivités territoriales est depuis plusieurs années sujet à des mutations.

Les transferts de compétences initiés sur le plan national n'ont pas été accompagnés de transferts budgétaires équivalents et les crédits qui leur sont alloués ont été comprimés. Sans surprise, l'impact de ces mutations sur l'investissement n'a pas été nul. Après trois années de baisse, la reprise observée en 2017 devrait se confirmer en 2018, selon la dernière note de conjoncture de La Banque Postale.

Mais le niveau global des dépenses d'investissement demeurera inférieur à celui engagé au cours de la mandature précédente. Les besoins des territoires sont pourtant croissants.

Dépenses d'investissement des collectivités locales en milliards d'euros



Source : Note de conjoncture sur les finances locales - La Banque Postale Collectivités Locales - Septembre 2018